



GENEVA / GENEVE

**Déclaration de l'Ambassadeur Papa Louis FALL, Inspecteur du Corps Commun d'Inspection (CCI), introduisant le rapport « *Partenariats de l'ONU avec le secteur privé: le rôle et le fonctionnement du Pacte mondial* » JIU/REP/2010/9, au titre du Point 26 de l'ordre du jour : « Vers des partenariats mondiaux » (Deuxième Commission, New York 3 Nov 2011)**

Monsieur le Président, distingués Délégués,

Au nom de mon Collègue l'Ambassadeur Mounir ZAHARAN, co-auteur, et en ma qualité de coordonnateur du rapport JIU/REP/2010/9, j'ai l'honneur de le soumettre à votre considération.

Dans le sillage du rapport JIU/Note/2009/1 sur le Mécénat d'entreprise, le CCI a inclus dans son programme de travail pour 2009 l'examen du rôle et du fonctionnement de l'Initiative relative au Pacte Mondial (IPM). Lancée par l'ancien SG/ONU lors du Forum économique mondial de Davos en 1999, elle vise à promouvoir, dans les entreprises, dix principes liés à l'idée de citoyenneté d'entreprise. Ces Dix Principes incorporent les valeurs universelles des NU dans quatre domaines: droits de l'homme, normes de travail, environnement et lutte contre la corruption.

L'évaluation a pour objet d'examiner le rôle et le fonctionnement du PM, y compris dans la gestion de risques liés à l'utilisation du logo onusien par des entreprises pouvant tirer indûment parti de leur association avec les NU. Le rapport recense les meilleures pratiques, ainsi que les enseignements et défis y consécutifs. Il formule 16 recommandations pour une gestion plus efficiente, transparente et responsable de ce partenariat avec le secteur privé. Quatre recommandations (1, 2, 5 et 8) sont adressées à l'AG, cinq au SG (3, 6, 12, 4 et 5) et sept au BPM (4, 7, 9, 10, 11, 15, 16)

Il importe de signaler que le rapport couvre les activités du Bureau du Pacte mondial (BPM), depuis sa création jusqu'en avril 2010. Ne pouvaient donc être pris en compte les développements postérieurs et validés à l'occasion du Sommet du PM des 24-25 Juin 2010.

Monsieur le Président, distingués Délégués,

Instituée au sein du Cabinet du SG, l'IPM s'est rapidement muée en bureau doté de locaux, effectifs, financements, attributions et objectifs ambitieux, fonctionnant selon un « régime spécial. » Elle a réussi à élargir considérablement son audience, à recevoir des ressources accrues et multiplier les activités de sensibilisation du secteur privé.

Fort des encouragements de l'AG, le PM est parvenu à faire progresser conjointement les valeurs de l'ONU et les pratiques commerciales responsables au sein du monde des affaires, grâce à la densification de ses réseaux locaux de participants, à la promotion du partage des meilleures pratiques et au développement d'actions positives par l'apprentissage et les partenariats.

Il reste que le PM peut et doit aller encore plus loin, en relevant certains défis : imprécisions du mandat et du cadre réglementaire, particularités de la gestion administrative et de la structure de financement, complexités d'une structure de gouvernance originale, par là même d'une présence locale et régionale en essor, limites d'une sélection et d'un suivi arc-boutés sur l'adhésion volontaire.

## **1. Pour un mandat et un cadre réglementaire plus clairs**

Aux termes des six résolutions adoptées depuis le lancement de l'IPM, l'AG a reconnu la valeur de celle-ci, sans pour autant lui conférer un mandat clairement défini, ni lui donner « carte

blanche». Pourtant, le BPM, dans la dynamique de son approche « tous azimuts », a étendu ses activités au-delà des quatre domaines d'application des Dix Principes du Pacte, pour embrasser les marchés financiers, la prévention des conflits et la consolidation de la paix, ainsi que les partenariats pour le développement (8ème OMD).

Les activités du BPM étant financées par des ressources extrabudgétaires, l'adoption d'un mandat explicite et cohérent serait hautement souhaitable, de même que la définition d'un cadre stratégique à long terme pour le BPM (**Recommandations 1, 2**).

En outre, la coexistence Bureau UNOP/Fonds UNFIP pouvant engendrer des chevauchements de responsabilités et de ressources dans les relations avec le secteur privé, il apparaît opportun de relancer cette idée du SG visant à regrouper les deux structures sous une même bannière confiée à la Vice-SG (**Recommandation 3**).

## **2. Pour une gestion administrative et financière toujours plus orthodoxe**

Le caractère spécial de l'administration, de la structure financière et de la place que leur reconnaît l'AG (cf. parag. 9 de la résolution A/RES/62/211 du 19 Dec.2007) dans le dispositif de l'Organisation, confère au PM et au BPM un statut hybride qui les affranchissait, jusqu'à une période pas très ancienne, de la rigueur des réglementations et procédures onusiennes. Les efforts d'alignement sur l'orthodoxie sont à saluer et le SG encouragé à y veiller scrupuleusement (**Recommandation 8**).

L'assise financière est fragile et déséquilibrée, parce que doublement tributaire d'une minorité de pays donateurs (13, dont 10 européens) et d'un nombre croissant d'entreprises dont le volume de contributions a décuplé en cinq ans. D'où la pertinence d'inciter le BPM à lancer une stratégie dynamique de financement durable à même de pondérer, en les diversifiant dans une transparence et une responsabilisation accrues, les financements publics et privés (**Recommandation 7**).

## **3. Pour une gouvernance renouvelée et une architecture plus cohérente**

Adoptée en 2005, l'actuelle structure de gouvernance - qui place le BPM au centre de la prise de décisions - s'articule autour de sept entités, chacune opérant dans un cadre « multicentrique » dépourvu de processus décisionnel centralisé et d'instances communes, même si cette architecture complexe est coiffée par un Conseil d'administration dont la désignation des membres obéit cependant à un processus allant du sommet à la base.

Pour remédier à cet état de fait, le CCI considère que devraient être représentés à ce Conseil, les États Membres, ainsi que les PME et réseaux locaux du PM (**Recommandations 14 et 13**). Dans cet esprit, il est proposé un renforcement de la gouvernance du PM, notamment à l'échelon national, avec le Forum annuel des réseaux locaux et au niveau du système onusien, dans le cadre d'une Équipe inter-institutions (OIT, HCDH, PNUD, PNUE, ONUDI et UNODC) renouvelée et élargie, dont la fonction de coordination et le rôle consultatif seraient rétablis et consolidés (**Recommandation 12**).

## **4. Pour une implantation locale plus autonome et régionalement équilibrée**

Devant la progression du nombre des entreprises par rapport aux autres catégories (ONG, universités) et les disparités de l'éventail des adhérents, les mesures correctives devraient être prises pour renforcer l'impact du PM (**Recommandation 4**). La gouvernance des réseaux locaux (une centaine dans plus de 137 pays) et centres régionaux (5, sauf en Afrique) est exercée via des groupes de travail du Forum annuel. La plupart de ces réseaux n'étant pas suffisamment étoffés, leur renforcement est requis, dans le respect de la diversité linguistique, ainsi qu'une répartition géographique plus équitable des centres régionaux (**Recommandations 9 et 10**).

## 5. Pour une meilleure sélection et un suivi systématique des adhérents

Le caractère volontaire de l'adhésion aux principes de l'IPM et la notion inhérente d'«apprentissage» ne sont guère un gage de «bonne conduite» ultérieure des participants, le PM étant réduit à un cadre de référence, d'échange et d'influence.

Si les «règles d'intégrité» introduites contribuent à donner de la crédibilité à l'IPM, le mécanisme «Communications sur le Progrès» (les CSP/COP sont des rapport requis annuellement sur les progrès obtenus dans l'intégration des Dix Principes) ne permet pas de bien suivre et vérifier l'application des principes. Vu que le PM se félicite d'être la plus vaste initiative multipartite au niveau mondial, le processus d'admission devrait être plus sélectif et responsabiliser davantage le BPM (**Recommandation 5**), tout en renforçant l'application des mesures d'intégrité et donnant plus de «mordant» au traitement des plaintes reçues (**Recommandation 6**).

## 6. Pour un examen régulier des partenariats et une évaluation périodique

En l'absence de mécanisme formel d'évaluation des activités du Bureau du PM ou face aux limites du dispositif actuel, il faudrait impulser, dans les partenariats mondiaux, l'application des Dix Principes et en évaluer périodiquement les résultats (**Recommandation 11**) ; renforcer l'efficacité du PM, par la soumission de rapports annuels d'autoévaluation et d'évaluation indépendante périodique de l'impact des activités du BPM (**Recommandations 15 et 16**)

Monsieur le Président, distingués Délégués,

Avant de conclure, je tiens à dire au SG et à ses Collaborateurs y compris M. Kell Directeur exécutif du BPM, ainsi qu'aux autres cadres de la gouvernance de l'IPM, combien les Inspecteurs du CCI leur savent gré du concours qu'ils nous ont apporté, tout au long de la préparation du présent rapport. Soucieux d'apporter leur pierre au renforcement et à la pérennisation du PM, les Inspecteurs réaffirment que la marge de progrès et d'améliorations est loin d'être épuisée, le PM pouvant, avec l'aval de l'AG, réajuster son approche «tous azimuts» et recentrer ses priorités.

Le PM pourrait alors, aux fins de préservation de l'intégrité de l'Initiative, réaliser les attentes respectives des parties prenantes, en intégrant les Dix Principes dans l'ensemble des activités des entreprises, de concert avec la société civile et les autres acteurs extérieurs au monde des affaires, tout en engageant l'Organisation et les secteurs privé comme public à nouer des partenariats stratégiques, fonctionnels et pédagogiques, en faveur des idéaux et objectifs des NU.

C'est vous redire ma conviction que, revêtues du sceau de la Deuxième Commission, partant, de l'AG, et corrélées aux développements pertinents enregistrés par l'Initiative depuis Avril 2010, les recommandations du rapport contribueront assurément à baliser la voie au Pacte Mondial, à lui donner de l'allant et lui permettre d'aller de l'avant.

En vous remerciant de votre bienveillante attention, je voudrais vous faire part du plaisir qui serait le mien de réagir, au mieux de mes capacités, à tous éventuels commentaires, observations et/ou questions de votre part.